



International

INTERVIEW

P « Trump a remis la question israélo-palestinienne au cœur de l'ONU »

ENTRETIEN. L'ancien diplomate français Yves Aubin de La Messuzière analyse les conséquences de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU du plan de paix du président américain pour Gaza.

Propos recueillis par Armin Arefi

Publié le 18/11/2025 à 19h15



Le président des États-Unis, Donald Trump, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, le 23 septembre 2025, au siège des Nations unies, à New York.
© CHINE NOUVELLE/SIPA / SIPA / CHINE NOUVELLE/SIPA

Temps de lecture :
10 min



Écouter cet article ⓘ



Powered by ETX Majelan

00:00 / 00:00

R arissime, la résolution du Conseil de sécurité sur Gaza a été adoptée par treize voix sur quinze (seules la Chine et la Russie se sont abstenues). Par ce vote survenu lundi 17 novembre, l'instance suprême des Nations unies a endossé le plan de paix de Donald Trump pour Gaza, un mois après le fragile cessez-le-feu conclu entre Israël et le Hamas. Le texte, présenté par les États-Unis, autorise le déploiement d'une « force de stabilisation internationale » chargée notamment du

désarmement du Hamas. Il évoque également, pour la première fois, l'éventualité d'un État palestinien.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

LA NEWSLETTER INTERNATIONALE

Tous les mardis à 11h

Recevez le meilleur de l'actualité internationale.

S'inscrire

En vous inscrivant, vous acceptez les [conditions générales d'utilisations](#) et notre [politique de confidentialité](#).

Ancien directeur de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d'Orsay, Yves Aubin de La Messuzière est spécialiste du Proche et du Moyen-Orient, qu'il a sillonnés en tant que diplomate dans les années 1990 et 2000. En 2008, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, il a joué le rôle d'émissaire de la France à Gaza dans le cadre d'une mission de contact avec le Hamas pour le compte du Quai d'Orsay.

Aujourd'hui à la retraite, l'ancien ambassadeur vient de publier *Israël Palestine. Le déni du droit international* (éditions Hémisphères)*. Dans une interview au *Point*, il analyse les conséquences de l'adoption du plan de Trump par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Point : Que pensez-vous de l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution soutenant le plan de paix de Donald Trump sur Gaza ?



Ancien directeur de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d'Orsay, Yves Aubin de la Messuzière est spécialiste du Proche et du Moyen-Orient.

© DR

Yves Aubin de La Messuzière : L'adoption de cette résolution est positive, et il faut s'en réjouir, même si l'affaire n'est pas terminée. Dans mon livre, il y a un chapitre sur la nécessité du retour à l'ONU de la question israélo-palestinienne ; or c'est exactement ce que vient de faire Donald Trump. Il a remis ce dossier au cœur des Nations unies. La gestion de Gaza se retrouve aujourd'hui internationalisée. Si la résolution n'est pas adoptée au titre du chapitre VII, et ne prévoit donc pas de recours à la force pour l'appliquer, elle s'impose à toute la communauté internationale, dont Israël.

C'est d'autant plus notable que les initiatives américaines au niveau des Nations unies visant à faire adopter une résolution au Conseil de sécurité sont extrêmement rares. Et cela, encore davantage lorsqu'il s'agit d'ouvrir la

perspective de la solution à deux États, c'est-à-dire l'État palestinien. Celle-ci passe désormais par les Nations unies et plus par la méthode ancienne de négociation, entre Israéliens et Palestiniens sous l'égide des États-Unis, qui a échoué.

Êtes-vous surpris que Donald Trump, pourfendeur du multilatéralisme, soit l'artisan de ce retour à l'ONU ?

À vrai dire, on n'imaginait pas cela possible sous Donald Trump, alors que son allié israélien s'efforce depuis plusieurs années de contourner les Nations unies et d'éliminer des agences onusiennes comme l'Unrwa (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine). D'ailleurs, la veille de l'adoption de cette résolution, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a déclaré de façon claire et nette qu'il n'y aurait jamais d'État palestinien.

De la même façon, le plan de Trump en vingt points évoque le droit à l'autodétermination des Palestiniens, que les Israéliens veulent totalement effacer. Vous savez, Donald Trump est un pragmatique qui s'est aperçu que les pays arabes, notamment l'Arabie saoudite, n'accepteraient jamais d'intégrer les accords d'Abraham [normalisation des relations entre les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc, le Soudan et Israël en 2020, NDLR] aussi longtemps que l'affaire de l'État palestinien ne serait pas clarifiée.

Alors que cette perspective n'existait pas dans la première version de la résolution américaine, nous avons désormais une résolution qui inclut cette notion. On peut donc en déduire que, de manière plus claire, les Américains y sont désormais favorables, même si les choses peuvent évidemment rapidement changer avec Donald Trump.

« Je pense que c'est par la diplomatie que l'on peut arriver au désarmement du Hamas. »

Sauf que le Hamas a rejeté cette résolution de l'ONU.

La question de la démilitarisation du Hamas provoquait un blocage. C'est une nécessité qui finira par intervenir, mais il faut qu'il y ait un effort pour cela. Ces dernières semaines, il y a eu plusieurs déclarations du Hamas disant qu'il était prêt à remettre son armement lourd, ou, en tout cas, ce qu'il en reste. Donald Trump compte évidemment sur l'aide des pays arabes et de certains pays musulmans, qui pourraient participer à la force multinationale de stabilisation. On

parle, par exemple, de l'Indonésie, plus grand pays musulman, mais aussi de la Turquie, un acteur important car il possède une influence sur le Hamas.

À lire aussi : P « Benjamin Netanyahu a capitulé devant Donald Trump »

Justement, quels sont exactement les contours de cette force internationale de stabilisation ?

Il reste beaucoup de flou sur cette force malgré les annonces de Donald Trump. En ce qui me concerne, je connais bien les pays arabes et ceux-ci disent « oui » à Donald Trump, mais sous la contrainte. Ils ne vont pas s'opposer au président américain car ils ont besoin des États-Unis. Mais, dans le même temps, beaucoup d'entre eux n'ont pas envie de participer à cette mission. Car la démilitarisation du Hamas ne peut pas se passer par la force. Aucun pays n'acceptera de se rendre dans les tunnels pour y désarmer le Hamas.

Ce n'est que par le dialogue et la contrainte politique, en garantissant à ses combattants qu'ils auront la vie sauve, que le mouvement islamiste pourra accepter de rendre les armes. Je pense que c'est par la diplomatie que l'on peut y arriver. Les États-Unis discutent désormais directement avec le Hamas. L'idée serait que le mouvement islamiste ne remette pas ses armes à l'armée israélienne mais qu'il les confie à cette force internationale, qui les gardera en réserve pour qu'elles soient un jour confiées à des forces étatiques palestiniennes.

Mais Israël ne se satisfera certainement pas d'un Hamas contrôlant toujours de fait la bande de Gaza.

Je ne sais pas, mais ce qui est clair est qu'on ne parle plus aujourd'hui d'une disparition pure et simple du Hamas. D'une certaine manière, le mouvement islamiste va rester à Gaza, qu'il continue, d'ailleurs, à gérer malgré tout. S'il pourrait accepter de rendre son armement lourd et reconnaît la réalité nouvelle d'une administration formée de Palestiniens dits technocrates, le Hamas ne disparaîtra pas en tant que mouvement politique. Cela ne signifie pas pour autant que le Hamas constitue l'avenir de Gaza, ou de la Cisjordanie, loin de là.

Sans désarmement unilatéral du Hamas ni retrait militaire israélien de Gaza, la phase 2 du plan Trump peut-elle réellement être couronnée de succès ?

Tout dépend de Donald Trump, avec lequel il est toutefois possible de discuter. Le président américain est pragmatique et tient absolument à son plan pour Gaza, car il a toujours pour objectif de gagner le prix Nobel de la paix l'an prochain. Or,

s'il a, peu ou prou, réussi à arracher un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, toute paix durable passe par une perspective politique. Et celle-ci ne pourra se faire que par le biais de l'Autorité palestinienne.

À lire aussi : P. Plan de paix pour Gaza : les objectifs inavoués des pays du Golfe

Pourtant, l'Autorité palestinienne est catégoriquement rejetée par Israël.

Il y a à ce sujet un déni du droit international et de l'Histoire. Il ne faut pas oublier que Mahmoud Abbas est le président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui a été reconnue par Israël comme représentant légitime des Palestiniens lors des accords d'Oslo en 1993.

Certes, l'Autorité palestinienne est aujourd'hui affaiblie, mais elle mène des réformes, aidée en ce sens par la France. Malgré son âge, Mahmoud Abbas reste le président de l'Autorité palestinienne et vient de nommer un numéro deux, Hussein al-Cheikh. Si l'Autorité palestinienne faisait son retour à Gaza, je peux vous dire qu'elle y serait acceptée par la population.

« À mon sens, il faudrait donc profiter de cette résolution de l'ONU pour aller vers des sanctions de colons israéliens. »

Quel regard portez-vous sur la diplomatie française au Proche-Orient au cours des deux dernières années ?

Le problème qui s'est posé est celui de la crédibilité de la France sur ces dossiers du Proche et du Moyen-Orient. À peine trois mois avant le 7 octobre 2023, le président de la République estimait devant ses proches que le conflit israélo-palestinien appartenait au passé. Par exemple, il n'a prononcé aucun mot à ce sujet lors de la conférence des ambassadeurs.

Puis, lors de son premier voyage sur place [après les massacres du Hamas, NDLR], il a voulu marquer les esprits en proposant d'étendre la coalition internationale anti-Daech au combat contre le Hamas. Or, en confondant le mouvement islamiste palestinien et les djihadistes de l'État islamique [il ne les avait pas confondus mais placés sur le même plan, NDLR], il s'est attiré de nombreuses moqueries, y compris du côté israélien. En résumé, Emmanuel Macron a frappé par son manque de vision, de perspective d'analyse et de courage politique. Il a donc mené une diplomatie sans diplomate.

Vous êtes très critique vis-à-vis du président Macron, mais on ne peut tout de même pas nier le rôle important joué par la France, et celui de l'Arabie saoudite, pour relancer la dynamique internationale en faveur de la solution à deux États.

Tout à fait, et il faut s'en féliciter. Nous avons reconnu l'État palestinien et avons pu entraîner quelques pays occidentaux avec nous. Maintenant, penser que la reconnaissance de l'État palestinien irait simultanément avec celle d'Israël par les pays arabes représente une erreur d'analyse invraisemblable. Le problème est que l'on a l'impression que la voix de la France compte peu en raison de toutes ces hésitations passées et de cette absence de cohérence.

Je pense qu'il faut revenir aux fondamentaux, qui sont la centralité de la question palestinienne dans la région, alors que les choses bougent dans l'opinion publique internationale. On a eu tort de penser que les accords d'Abraham de 2020 avaient mis sous le tapis le conflit israélo-palestinien. On savait qu'il allait exploser un jour.

À lire aussi :  **Comment en Égypte Abdel Fattah al-Sissi a retourné Trump au sujet de Gaza**

Comment peut-on encore parler de solution à deux États alors que la colonisation israélienne – et les violences des colons – n'a jamais été aussi forte en Cisjordanie ?

Les violences menées par les colons en Cisjordanie sont épouvantables, et je vous rappelle que l'administration américaine s'est abstenue en 2016, sous Barack Obama, sur le vote au Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution condamnant la colonisation israélienne en territoire palestinien, ce qui valait à l'époque adhésion. À mon sens, il faudrait donc profiter de cette résolution de l'ONU pour aller vers des sanctions de colons israéliens, notamment les ministres Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir.

En ce qui concerne la viabilité d'un État palestinien, laissez-moi vous rappeler que, lors des négociations de Camp David en 2000, lorsque tous les dossiers de contentieux ont été mis sur la table, l'ancien Premier ministre israélien Ehud Barak avait accepté le principe du démantèlement de colonies de moindre importance illégalement installées au sommet de collines de Cisjordanie afin de dominer les villages palestiniens en contrebas.

De l'autre côté, les Palestiniens acceptaient que les grands blocs de colonies israéliennes, comme Ma'aleh Adumim, comparables à des villes,

restent sous souveraineté israélienne en échange de territoires équivalents en Israël. Aujourd'hui, on sait pertinemment que toutes les colonies ne vont pas être démantelées et que tous les colons ne vont pas en être chassés.

Ce que j'entends par là, c'est qu'il y a encore des possibilités de négociation selon les termes qui avaient été adoptés il y a maintenant 25 ans afin de trouver une solution pour un État palestinien viable et démocratique. Si l'on met sur la table le principe des frontières de 1967, il est évident qu'on ne peut pas retourner à l'application *stricto sensu* de ces lignes.

Pourquoi, dans votre livre, mettez-vous autant l'accent sur le déni du droit international à Gaza ?

Nous, Français, avons maintenu une position ambiguë en la matière. Que notre président de la République puisse dire qu'un chef de gouvernement en exercice comme Benyamin Netanyahu bénéficie d'une immunité alors qu'il est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, à laquelle nous adhérons, pour « crime de guerre » et « crime contre l'humanité » est pour le moins étonnant.

À découvrir :

 **Le Kangourou du jour**

Répondre

Que notre ancien ministre des Affaires étrangères [Stéphane Séjourné, NDLR] qualifie de « faute morale » les ordonnances de la Cour internationale de justice, dont nous faisons partie, qui enquête sur les présomptions de génocide après qu'elle a été saisie par l'Afrique du Sud l'est tout autant.



Israël Palestine. Le déni du droit international, d'Yves Aubin de La Messuzière (éditions Hémisphères, 62 pages), 5 euros.

Les mots-clés associés à cet article

Donald Trump Guerre Israël-Hamas Gaza Benyamin Netanyahu

À NE PAS MANQUER

Gaza : Trump impose la fin de la guerre, mais la paix attendra

Gaza : que change l'adoption du plan de paix de Trump par l'ONU ?

Ceux qui veulent la paix à Gaza... et les autres

Contenus sponsorisés

Les valeurs de l'IA s'envolent : voici les cinq premières à privilégier

Contenu sponsorisé *eToro*